
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. CCVI.

Du Samedi 6 Février 1790.

Suite de la séance de Jeudi.

JAMAIS peut-être les annales du monde n'avoient offert l'exemple d'un roi qui vient se déclarer le chef d'une révolution opérée en faveur de la liberté, & qui presque toujours environné d'une fastueuse étiquette, paroît sans cérémonie au milieu des représentans des françois, pour encourager leurs travaux, applaudir aux loix nouvelles, & annoncer qu'il sera le plus ardent défenseur de la constitution : aussi cette époque a-t-elle été marquée de tous les caractères qui peuvent la rendre mémorable à la nation, & lui donner une grande influence sur la réunion de toutes les volontés.

Le roi s'étant retiré au milieu des applaudissemens universels, on a demandé par acclamation qu'il fût envoyé le soir même une députation à sa majesté, pour lui porter, ainsi qu'à la reine, une adresse de remerciement.

M. de Menou avoit eu le premier cette idée. M. de Clermont-Tonnerre proposoit de dire au roi : « nos cœurs suivront tous l'impulsion que votre majesté nous a donnée ;

Tome VI.

B b

& les membres de l'assemblée entière sont tous réunis de zèle & de cœur pour le bonheur de la nation. »

M. Gouttes a pris la parole; mais M. Goupille de Préfeld a excité le plus noble enthousiasme dans l'assemblée, en proposant de prêter individuellement *le serment civique*. Quel moment pour faire prêter un pareil serment à la patrie, que celui où l'acceptation la plus libre & la plus solennelle venoit consolider la constitution !

Voici la formule de ce serment :

« Je jure d'être fidèle à la nation, à la loi, au roi, & de maintenir de tout mon pouvoir la constitution décrétée par l'assemblée nationale, & acceptée par le roi. »

Cette motion a été décrétée aussi-tôt, & M. de Noailles a demandé l'appel nominal, afin de faire la liste des absens, qui pourront prêter leur serment dans les séances postérieures. On a décidé en même temps qu'aucun membre de l'assemblée ne pourroit voter désormais, qu'autant qu'il auroit prêté le serment civique.

On alloit faire l'appel nominal, lorsque M. Target a annoncé que toute la famille royale étoit venue au devant du roi, & que la reine avoit adressé à la députation des paroles précieuses qu'il avoit cru devoir rapporter à l'assemblée; les voici :

« Je partage tous les sentimens du roi, & je m'unis de cœur & d'esprit à la démarche que son amour pour son peuple vient de lui dicter. Voici mon fils; je l'entretiendrai sans cesse des vertus du meilleur des pères, & je lui apprendrai de bonne heure à respecter la liberté publique & à maintenir les loix dont j'espère qu'il sera le plus ferme soutien. »

L'assemblée a beaucoup applaudi aux sentimens que la reine venoit de témoigner. Avant l'appel nominal, M. le président a dit : « Vous allez remplir une cérémonie au-

guste & religieuse ; je vous demande le plus profond silence , & j'espère que l'assemblée m'accordera l'honneur de prêter le premier ce serment. »

M. le président est monté à la tribune , & il a rempli cette formalité.

L'appel nominal a été fait ; il n'y a eu de remarquable qu'une addition que MM. l'évêque de Perpignan & l'abbé de Montesquiou , ont cru devoir faire à la formule du serment. ; ce dernier a dit : « Je jure & je promets de donner l'exemple d'éteindre toutes les divisions , s'il peut en avoir existé dans cette assemblée. »

Le serment du prélat étoit d'un autre stile.

» Desirant , comme sa majesté , que la paix renaisse ; espérant que la constitution sera perfectionnée dans les législatures à venir , je jure , &c.

» L'assemblée a décrété un serment qui n'est pas conditionnel , a dit M. le président ; que M. l'évêque de Perpignan déclare s'il le prête purement & simplement . . . »

M. Roca a demandé que le nom de M. l'évêque fût mis dans le procès-verbal , mais le prélat interpellé par M. le président , a répondu qu'il avoit juré par *oui* , *sans condition*.

M. le Garde-des-sceaux , en qualité de député de Bordeaux , ainsi que MM. Bailli & de la Fayette , sont montés aussi à la tribune pour prêter le même serment , au bruit des plus vifs applaudissemens.

C'étoit un spectacle auguste & touchant de voir tous les représentans de la nation prêter le serment civique dans une circonstance où le monarque étoit venu les rappeler à l'esprit de modération & de concorde , qui doit seul assurer aujourd'hui le bonheur de la France.

Dès que l'appel nominal a été fait , MM. les députés suppléans ont demandé de prêter le même serment , &

cet exemple a été suivi non-seulement des députés extraordinaires des provinces & du commerce, mais encore de tous les citoyens & citoyennes qui étoient dans toutes les tribunes.

Cet enthousiasme civique a produit un tel effet, que l'assemblée a délibéré qu'il seroit fait mention dans le procès-verbal de cette prestation du serment.

Il a été arrêté de faire une adresse aux provinces sur ce grand événement, qui ne peut qu'assurer le maintien de la constitution.

L'assemblée nationale, pénétrée des intentions paternelles que le roi avoit développées dans son discours, s'est empressée de nommer une députation nombreuse pour lui témoigner sa reconnoissance.

Ce n'est pas quand une nation travaille à assurer sa liberté, que ses représentans s'occupent des vaines formalités de l'étiquette; mais les usages & les cérémonies des peuples doivent être conservés dans l'histoire. On avoit remarqué dans la séance de jeudi matin, que le roi avoit toujours resté debout, ainsi que le président qui étoit à sa droite, & tous les membres de l'assemblée. Le soir l'étiquette a changé. Le roi a resté assis & couvert en recevant la députation, & M. le président lui a dit:

SIRE,

« Nous venons offrir à votre majesté les premiers fruits de son patriotisme & de ses vertus.

» L'oubli de toutes les divisions, le concert de toutes les volontés, la réunion de tous les intérêts dans le seul intérêt public, le serment solennel prononcé par tous les représentans du peuple français, d'être fidèles à la nation, à la loi, au roi, à la constitution, les citoyens en foule demandant leur association à ce pacte auguste & saint: tels sont, sire, les heureux effets de votre présence

à l'assemblée nationale ; pourquoi faut-il que le cœur humain , juste & sensible de votre majesté , n'ait pu jouir de ce spectacle attendrissant ! Interprètes des vœux de la nation, nous devons l'être de sa reconnoissance ; daignez, sire, en recevoir le tribut avec bonté : l'amour & la confiance des peuples sont les vrais trésors des bons rois ; jouissez-en , sire , & que ce juste hommage de vos contemporains vous soit le garant des bénédictions que la postérité réserve à votre mémoire ! »

Le roi a répondu avec la bonté qui le caractérise :

« Le prix que vous attachez aux sentimens que je vous ai témoigné , m'est un nouveau garant de la réunion de nos soins pour le bien de la patrie. J'espère que tous les bons citoyens , tous les vrais amis du peuple , se rallieront autour de moi pour consolider sa liberté & son bonheur. Le serment que vous avez prêté après m'avoir entendu , m'en donne l'assurance. Puissé cette heureuse conformité de nos principes & de nos sentimens , assurer la gloire & la félicité de la plus grande & de la meilleure des nations !

La députation s'est présentée chez la reine, qui avoit M. le dauphin à ses côtés. M. le président n'a pas manqué de saisir dans son discours cette circonstance intéressante , & a dit :

« L'assemblée nationale a recueilli avec la plus vive & la plus douce reconnoissance , les paroles nobles & touchantes qui lui ont été transmises de la part de votre majesté. Dépotaire des espérances de la France & du trône , veillez , madame , sur ce rejetton précieux ; qu'il ait la sensibilité , l'affabilité , le courage qui vous caractérisent ; vos soins assureront sa gloire , & la France , dont vous aurez procuré le bonheur , en sentira doubler le prix , en forgeant qu'elle le doit aux vertus de votre majesté. »

Réponse de la Reine.

« Messieurs, je suis sensible aux témoignages de votre affection. Vous avez vu ce matin les expressions de mes sentimens; ils n'ont jamais varié pour une nation que je me fais gloire d'avoir adoptée en m'unissant au roi : mon titre de mère en assure pour toujours les liens. »

Séance d'hier.

Après que le procès-verbal a été lu par M. de la Borde, M. le président a rendu compte à l'assemblée de la députation de la veille; il a lu les discours que nous venons de rapporter, & l'assemblée, après avoir applaudi, a voté des remerciemens pour lui.

M. Malouet a demandé qu'il fût indiqué une séance pour entendre les différentes observations que le discours du roi peut avoir fait naître.

M. Laborde de Merville a vainement réclamé l'ordre du jour; M. Malouet insistoit encore; mais M. Destourmel ayant observé que le meilleur moyen de se conformer aux intentions du roi, étoit de s'occuper entièrement de la division du royaume, l'assemblée a décidé de reprendre l'ordre du jour.

M. Goupille l'a interrompu un instant pour demander que le rapport du comité féodal renvoyé à aujourd'hui, fût ajourné à lundi prochain, pour que le comité présentât un travail complet sur cet objet.

L'ajournement a été prononcé.

MM. l'abbé Grégoire & Gossin ayant dit qu'il y avoit plus de cinq mille requêtes, demandes ou pétitions au comité des rapports, il étoit instant de l'autoriser à répondre aux parties intéressées suivant l'exigence des cas, ou à renvoyer les demandes à différens départemens.

M. Target a fait la même demande pour le comité de constitution auquel on a adressé plus de huit cents pétitions.

Il ne s'agissoit que d'interpréter un décret précédent dont l'obscurité étoit dangereuse. L'assemblée a autorisé les différens comités, à donner des éclaircissémens sur les demandes qui leur seront faites, après avoir consulté les députés des départemens.

Quoique la séance du matin ne soit pas consacrée à recevoir des dons patriotiques ; celui de M. Sage, membre de l'académie des sciences & directeur de l'académie royale des mines, forme une exception trop honorable pour être passé sous silence. Pour ne rien enlever à ce Minéralogiste célèbre de sa bienfaisance patriotique, nous rapporterons les expressions de sa lettre à M. le président. La voici.

Paris, le 5 février 1790.

M. LE PRÉSIDENT,

« Je vous supplie d'avoir la bonté de présenter mon offrande sur l'autel de la patrie.

» Je remplirai désormais sans émolumens, la place de commissaire pour les effais ; elle étoit aux appointemens de six mille livres par an.

» Je donne ma bibliothèque pour servir à l'instruction de l'école royale des mines ; c'est un objet de 12 à 15 mille livres.

» Je m'engage à faire finir à mes frais le cabinet des mines nationales à la monnoie, ce qui est un objet de 25 à 30 mille livres.

Ayant reconnu, il y a trente ans, que la France étoit riche en mines, & que cependant elle étoit tributaire des autres nations, parce qu'elle n'avoit pas l'art d'en tirer parti, j'ai fait pendant vingt années des cours publics & gratuits pour fixer le cabinet de l'école royale des mines pour servir à

l'étude de cette partie ; il fixe aujourd'hui l'attention de toute l'Europe & est devenu un monument national ».

Je suis avec respect, Monsieur le président,

Votre, &c. *signé* SAGE.

M. le Brun a observé qu'un pareil don étoit lié à un travail du comité des finances sur les mines.

« Ce don n'est lié, a dit M. Erêteau, qu'avec le cœur du citoyen ».

Après avoir applaudi à ce don patriotique, l'assemblée a désiré que M. le président écrivit à M. Sage une lettre de remerciement.

Plusieurs membres qui étoient absens dans la séance de jeudi, ont été reçus à prêter le serment civique à la tribune.

L'ordre du jour étoit la division du royaume. M. Gosfin a fait corriger d'abord une erreur qui s'étoit glissée dans le décret du département du Dauphiné, & qui pouvoit entraîner quelques inconvéniens.

Il a fait ensuite le rapport de la division du département de Caen en six districts.

M. Buzot a demandé que la ville d'Orbec devint le tribunal du district de la ville de Lisieux qui n'avoit jamais eu une justice seigneuriale, tandis qu'Orbec, peuplée de cinq à six mille âmes, avoit un siège royal & plusieurs justices seigneuriales. Quelques autres députés ont combattu cette demande de M. Buzot, qui a été cependant adoptée, ainsi que le décret du comité ; le voici :

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution,

1°. Que le département de Caen est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont Caen, Bayeux, Vire, Falaise, Lisieux & Pont-Levéque.

2°. Que le tribunal de Lisieux fera placé à Orbec.

3°. Que celui du district de Pont-Levêque pourra l'être à Honfleur, s'il y a lieu, & que les droits de cette dernière ville sont réservés à cet égard, sauf aussi, en faveur des villes de département, la répartition des établissemens qui seront déterminés par la constitution ».

C'est toujours M. Gossin qui a présenté l'avis du comité sur la division du département de la basse Auvergne & de celui du Gévaudan. Cet avis a été adopté sans aucune réclamation.

Décret sur le département de la basse Auvergne.

» L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, 1°. Que le département de la basse Auvergne sera provisoirement divisé en huit districts, dont les chefs-lieux & les limites seront incessamment indiqués par un procès-verbal que ses députés déposeront au comité de constitution ;

2°. Que l'assemblée de département pourra réduire ces districts à cinq, si les électeurs le jugent convenable au bien des administrés. »

Décret sur le département du Gévaudan.

L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, & du consentement unanime des députés du département, 1°. Que le département du Gévaudan est provisoirement divisé en sept districts, dont les chefs-lieux sont Mende, Maruejols, Florac, Langogne, Villefort, Megrueis, Saint-Chely ou le Malzieu, suivant qu'il sera déterminé par les électeurs qui s'assembleront la première fois à Saint-Chely.

2°. Que provisoirement le chef-lieu de département alternera entre les villes de Mende & Maruejols, de manière que la première session se tiendra à Mende, & la seconde à Maruejols.

Nous avons omis le décret rendu sur le département de Nîmes, que nous plaçons ici.

» Conformément à l'avis du comité de constitution, acquiescé par les députés de la sénéchaussée de Nîmes, l'assemblée nationale décrète :

1°. Que l'administration du département de Nîmes alternera entre les villes de Nîmes, Alais & Uzès. Que la première assemblée de département aura lieu dans la ville de Nîmes; la seconde, dans la ville d'Alais; la troisième, dans la ville d'Uzès; & que l'on prendra en grande considération l'importance de la ville de Nîmes, lors de l'établissement des tribunaux de justice.

2°. Que ce département est divisé en huit districts, dont les chefs-lieux sont;

La ville du Pont-Saint-Esprit, Beaucaire, Uzès, Nîmes, Sommières, Saint-Hyppolite, Alais & le Vigan.

3°. Que les séances & le directoire du district alternent entre le Saint-Esprit & Bagnols, entre Beaucaire & Villeneuve-lès-Avignon, entre Saint-Hyppolite & Sauve; les premières séances étant fixées au Saint-Esprit, à Beaucaire & à Saint-Hyppolite.

4°. Que les électeurs du district du Saint-Esprit & du district de Beaucaire, décideront dans leur première assemblée, à la pluralité des suffrages des électeurs de chaque district, si l'alternat continuera entre le Saint-Esprit & Bagnols, entre Beaucaire & Villeneuve-lès-Avignon.

M. Dupont de Némours a succédé à M. Goffin, dans le rapport du département de l'Albigeois. M. Campmas a demandé que le chef-lieu fût établi à Albi; d'autres députés réclamoient pour Castres & l'Avar. M. de Noailles est parvenu à réunir tous les intérêts & à conserver tous les droits par un décret qui n'a pas éprouvé de contradiction.

» La ville de Castres, a-t-il dit, aura la cour de justice ; le chef-lieu du département alternera entre les villes de Castres, Albi & Lavaur, en commençant par Castres. Les établissemens publics, tels qu'évêché, séminaire, école, institution, seront répartis entre les villes d'Albi & de Lavaur. Cette proposition adoptée par l'assemblée, & l'avis du comité l'ayant été aussi pour les districts, il en est résulté le décret suivant :

» L'assemblée nationale décrète, sur l'avis du comité de constitution, 1°. Que le département de l'Albigeois sera divisé en cinq districts, dont les chefs-lieux sont les villes de Lacauze, Castres, Lavaur, Albi & Gaillac.

2°. Que l'assemblée de département sera convoquée à Castres, & alternera avec les villes d'Albi & de Lavaur, dans l'ordre où elles sont nommées.

3°. Que sous trois jours, les députés du département de l'Albigeois seront tenus de remettre au comité de constitution la carte & le procès-verbal dûment signés, les limites de leurs cinq districts, comme aussi de leurs cantons, & que dans le cas de difficulté, le comité de constitution arbitrera les projets de décision qu'il croira devoir proposer à l'assemblée nationale. »

Un nouveau rapporteur a présenté l'état des contestations élevées pour la ville d'Épernon. On lui a donné la faculté d'opter le département auquel elle voudroit s'adjoindre, sauf à dédommager le district dont elle faisoit partie.

Le même rapporteur, M. de Cernon, a présenté la division du département de Besançon. M. la Poule demandoit un septième district pour Morteau ; M. Muguet a répondu que la députation de la province avoit signé un arrangement contraire qui devoit être suivi. M. Marnesia vouloit que cette demande fût renvoyée au département. La priorité pour l'avis de la province a été demandé ; mais l'assemblée

a adopté celui du comité, en supprimant la réserve demandée pour Morteau.

Voici le décret qu'elle a rendu :

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, que la ville de Besançon est le chef-lieu du département du milieu de la province de Franche-Comté ;

» Que le département est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont Besançon, Quingey, Ornans, Pontarlier, Saint-Hippolite & Beaume ».

M. de Cernon a continué le rapport du second département de Franche-Comté. M. Desmeuniers a défendu avec force les intérêts de quarante-deux communautés des montagnes qui demandent l'établissement d'un septième district en Nozerai. Il a fait valoir les considérations particulières & locales qui devoient faire établir une justice de district dans cette ville ; il a présenté ces communautés comme dépouillées, pour ainsi dire, de leurs bois à cause des salines, & vexées dans le paiement des amendes pour les plus légers délits ; il a fini par demander que l'établissement du septième district fût remis au jugement du département.

M. Vernière l'a réfuté, & l'avis de la province a été adopté dans le décret suivant :

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, que, provisoirement, l'assemblée & le directoire du département d'Aval se tiendront alternativement dans les villes de Lons-le-Saunier, Dôle, Salins, Poligny ;

» Que la réunion des électeurs pour la nomination des députés à l'assemblée nationale & des administrateurs du département, se fera dans la ville d'Arbois ;

» Que ce département sera divisé en six districts, dont les chefs-lieux seront Dôle, Salins, Poligny, Lons-le-Saunier, Orgelet, Saint-Claude ».

Enfin le dernier rapport de M. de Cernon regardoit le troisième département de la Franche-Comté, & l'avis du comité a été décrété en ces termes :

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, que l'assemblée de département d'Amont & son directoire se tiendront alternativement dans les villes de Vesoul & Gray ;

» Que les assemblées se tiendront deux fois de suite dans la ville de Vesoul, & la troisième dans celle de Gray, & ainsi successivement, même pour l'assemblée des électeurs à l'assemblée nationale ;

» Que le département sera divisé en six districts, dont les chefs-lieux seront Vesoul, Lure, Luxeuil, Jussey, Grai, Champlitte ».

M. Treilhard a demandé la parole pour présenter trois projets de décret au nom du comité ecclésiastique. Le premier, qui n'a trait qu'à l'augmentation du nombre des commissaires, a été aussi-tôt adopté en ces termes :

» L'assemblée nationale décrète, sur la demande du comité ecclésiastique, qu'il sera augmenté de quinze membres pris dans toute l'assemblée, & nommés par un scrutin de liste ».

Le second décret qu'a proposé M. Treilhard, concernoit la désignation des emplacements & maisons religieuses, dont la vente pouvoit être ordonnée, conformément au décret du 19 décembre dernier. Il a été décrété en ces termes :

» L'assemblée nationale ajourne la motion du comité ecclésiastique sur les religieux à jeudi prochain, & néanmoins décrète dès-à-présent, & en attendant des suppressions plus considérables, la suppression d'une maison reli-

gieuse de chaque ordre (1) dans toute municipalité où il en existe deux ; de deux maisons dans toute municipalité où il en existe trois ; de trois dans toute municipalité où il en existe quatre ; qu'en conséquence , la municipalité de Paris indiquera dans la huitaine , & les assemblées de département indiqueront , aussi-tôt après leur formation , celles des maisons qu'elles préfèrent de supprimer , en vertu du présent décret , pour les emplacements en être ensuite mis en vente , en exécution & conformément au décret du 19 décembre dernier ».

Nous ne rapporterons pas tous les débats auxquels a donné lieu le troisième projet du décret proposé par M. Treilhard , concernant les déclarations du nombre des bénéfices dont chaque ecclésiastique est pourvu ; tous les amendemens qui ont été adoptés sont compris dans la rédaction du décret qui a été rendu en ces termes :

« L'assemblée nationale décrète que tous possesseurs de bénéfices ou de pensions sur bénéfices , sur les économats , sur le clergé général , ou sur celui des diocèses , ou sur les biens ecclésiastiques quelconques , à quelque titre que ce soit , même les chevaliers de Malte , de Saint-Lazare , les chanoines & toutes personnes enfin , sans exception , seront tenus , dans le mois de la publication du présent décret , de déclarer devant les officiers municipaux de la ville où ils se trouveront , ou de la ville la plus prochaine , le nombre , le titre des bénéfices qu'ils possèdent & le lieu de leur situation , ainsi que toutes les pensions dont

(1) M. Cafalès ayant demandé si l'on entendoit par ordre toutes les maisons , par exemple , qui étoient de l'ordre de S. François ; on a répondu qu'il ne s'agissoit que des maisons des religieux de la même espèce ; telles que deux maisons de Cordeliers , &c. qui seroient dans la même ville.

ils peuvent jouir , soit sur d'autres bénéfices , soit sur les économats , soit sur le clergé ; sinon & faire par eux de faire ladite déclaration , qu'ils seront déchus des bénéfices & pensions qu'ils auroient omis de déclarer.

» L'assemblée nationale décrète , en outre , que les officiers municipaux , devant qui lesdites déclarations seront faites , seront tenus d'en tenir registre , & de les envoyer à l'assemblée nationale dans la huitaine du jour où elles auront été reçues.

» Décrète pareillement que les membres de l'assemblée nationale , possesseurs de bénéfices & pensions , pourront faire leurs déclarations au comité ecclésiastique , & qu'au surplus elles seront toutes faites sur papier libre & sans frais. »

A V I S.

N. B. MM. les souscripteurs , dont l'abonnement finit au deux cent dixième numéro , sont priés de renouveler , afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal. N^{os}. 7 & 8 , & chez les principaux libraire , de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 livres pour Paris , & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

